

La justice sociale en SES : cours et exercices corrigés en première

Comprends la justice sociale en première SES avec une leçon claire, des exercices progressifs, leur correction et un PDF à imprimer.

Éducation lycée — méthodes, fi

Première

Prénom : _____

Date : ____ / ____ / ____

Version imprimable

En SES, la justice sociale désigne les principes utilisés pour juger si la répartition des revenus, des droits et des chances est juste. En première, tu dois surtout distinguer égalité, équité, mérite, solidarité et comprendre comment ces idées orientent la redistribution.

Deux élèves d'une même classe peuvent avoir le même talent et pourtant ne pas partir avec les mêmes chances. Quand l'un dispose d'un ordinateur, d'un logement calme et d'un réseau familial solide, tandis que l'autre cumule petits obstacles, la réussite ne dépend plus seulement du travail. En SES, tu dois apprendre à repérer ce qui relève de l'égalité des droits, de l'égalité des chances ou de l'égalité des situations. Tu verras aussi pourquoi certaines inégalités paraissent acceptables et d'autres non. Garde une idée simple : discuter la justice sociale, c'est comparer des principes, des situations et des choix collectifs.

La justice sociale et ses dimensions en SES

En SES, la justice sociale désigne l'ensemble des principes qui permettent de décider si la répartition des ressources, des droits et des positions est juste, et de comprendre pourquoi certaines inégalités paraissent légitimes quand d'autres appellent une correction collective publique. La **justice** vise le juste en général. La **justice sociale**, elle, regarde la vie collective. Une **inégalité** n'est qu'un écart mesurable de revenu, de diplôme ou de santé ; ; la vraie question est de savoir si cet écart est jugé acceptable, utile, ou injuste.

Au lycée, retiens trois repères ; : **égalité des droits, égalité des chances, égalité des situations**. La première donne les mêmes règles à tous. La seconde cherche à limiter le poids de l'origine sociale. La troisième veut réduire les écarts réels de conditions de vie. Cas très simple. Deux élèves passent le même examen ; : l'égalité de droit suffit pour

l'épreuve, pas toujours pour compenser les écarts de départ. S'ajoutent l'**équité**, le **mérite** et la **solidarité**. Chez John Rawls, dans *Théorie de la justice*, une société juste corrige aussi les désavantages initiaux. Voilà pourquoi cette notion éclaire la redistribution, la protection sociale et les débats sur ce qui est vraiment juste.

Quelles inégalités sont compatibles avec les différentes conceptions de la justice sociale ?

Faut-il supprimer tous les écarts entre individus ; ? Non. En **justice sociale**, toutes les réponses ne se valent pas. Une logique d'**égalité des droits** accepte des différences de revenus ou de réussite si chacun obéit aux mêmes règles juridiques ; : même droit de vote, même accès formel à l'école, même protection devant la loi. C'est le socle. Mais il reste limité. Deux élèves peuvent avoir les mêmes droits sans disposer des mêmes ressources familiales, du même logement ou du même capital culturel. La logique d'**égalité des chances** veut donc corriger ces désavantages de départ pour rendre la compétition plus équitable. Autre cran encore ; : l'**égalité des situations** cherche à réduire les écarts réels de revenus, de patrimoine ou de conditions de vie.

Justice sociale (Qu'est-ce que l'inégalité ?) 1/4 — Monsieur SES

Les moyens des pouvoirs publics pour assurer la justice sociale

En 2025, la **Sécurité sociale** a fêté ses 80 ans, rappelle **Solidarités. gouv. fr**. En SES, la justice sociale s'appuie sur quatre leviers ; : **fiscalité progressive**, **protection sociale**, services collectifs et lutte contre les discriminations. Le but n'est pas l'égalité parfaite. Il s'agit de réduire des écarts jugés injustes et de sécuriser les parcours de vie. Deux logiques de *redistribution* coexistent. La redistribution *verticale* prélève davantage sur les revenus élevés pour financer aides et services. La redistribution *horizontale* transfère des ressources entre personnes confrontées à des risques différents, par exemple entre bien-portants et malades. Dans la protection sociale, *l'assurance* ouvre des droits après cotisations ; *l'assistance* aide sous condition de ressources, sans cotisation préalable.

Levier	Mécanisme	Exemple concret français
Fiscalité progressive	Redistribution verticale par l'impôt	Impôt sur le revenu
Protection sociale par assurance	Couverture d'un risque après cotisations	Assurance maladie de la Sécurité sociale

Levier	Mécanisme	Exemple concret français
Protection sociale par assistance	Aide selon les ressources	RSA
Services publics	Accès collectif à des biens essentiels	École publique, hôpital, transports scolaires
Politiques antidiscrimination	Égalité de droits et sanctions juridiques	Interdiction des discriminations à l'embauche



Cas concret France 2024-2026 : ce que montrent l'INSEE, la DREES et le Défenseur des droits

Pour comprendre la **justice sociale** en France, pars d'exemples récents. En SES, c'est plus parlant. Les publications de l'**INSEE**, de la **DREES** et du **Défenseur des droits** montrent la même mécanique ; : la pauvreté, les soins retardés, le non-recours et les discriminations se renforcent souvent les uns les autres. Bref, la justice sociale ne se réduit ni à l'impôt ni au seul revenu. Un ménage peut gagner peu, renoncer à des démarches, puis subir un obstacle supplémentaire pour se loger, se soigner ou trouver un emploi.

Au bac, formule chaque cas en trois temps. Côté INSEE, prends le repère 2024 ; : la **pauvreté** se lit par le niveau de vie, mais aussi par la composition du ménage ou la stabilité de l'emploi ; ; limite, un indicateur monétaire saisit mal les privations concrètes. Côté DREES, garde en tête 2024-2026 ; : l'**accès aux droits** et aux soins dépend aussi de l'information, des démarches et du territoire ; ; limite, avoir droit à une aide ne signifie pas l'utiliser vraiment. Dernier cas, le Défenseur des droits ; : dans l'emploi, le logement ou les services, l'égalité de droit n'efface pas toujours les discriminations ; ; limite, une partie des atteintes reste invisible, car tout n'est ni déclaré ni prouvé.

Les limites des politiques de justice sociale et la méthode pour les discuter au bac

La justice sociale corrige des inégalités, mais elle ne supprime pas toutes les tensions. Son action se heurte à des arbitrages concrets ; : universalité ou ciblage, redistribution ou **efficacité économique**, droits ouverts ou complexité administrative. C'est là que surgissent les **effets de seuil** et le **non-recours**. Très concret. Une aide réservée sous plafond peut rendre une hausse de revenu moins avantageuse qu'attendu, tandis qu'un dossier trop complexe écarte des personnes pourtant éligibles. La protection peut aussi exposer à la stigmatisation et nourrir le débat sur le consentement à l'impôt. Le programme de **Terminale SES**, comme Eduscol, attend cette nuance.

Au bac, reste précis. Pas d'opinion générale.

1. Définis la notion ; : la justice sociale cherche une répartition jugée légitime des ressources, des droits et des chances.
2. Illustre avec un dispositif précis, comme l'impôt progressif, la prime d'activité ou la Sécurité sociale ; ; tu peux rappeler qu'elle a fêté ses **80 ans** en **2025**, selon **Solidarités. gouv. fr**.

3. Nuance aussitôt par une limite documentée ; : *effets de seuil, non-recours*, coût budgétaire ou moindre incitation au travail. Voilà une **méthode bac** solide pour discuter les limites de la justice sociale.

Exercice 1 — Difficulté : ★

Complète chaque phrase avec le principe qui convient.

1. Quand tous les individus sont soumis aux mêmes règles juridiques, on parle d'égalité des ____.
2. on vise l'égalité des ____.
3. Quand on veut réduire les écarts réels de revenus et de conditions de vie, on recherche l'égalité des ____.

Voir le corrigé

1. droits. Explication : l'égalité des droits signifie que chacun est traité selon les mêmes règles de droit.
2. chances. Explication : l'égalité des chances cherche à limiter le poids du milieu social de départ.
3. situations. Explication : l'égalité des situations vise à réduire les écarts concrets de niveau de vie et de conditions d'existence.

Exercice 2 — Difficulté : ★★

Complète avec : assurance, assistance, verticale, horizontale.

1. Le RSA, versé sous condition de ressources, relève de l' ____.
2. L'assurance maladie de la Sécurité sociale relève de l' ____.
3. Quand l'impôt prélève davantage sur les revenus les plus élevés, il s'agit d'une redistribution ____.
4. Quand des ressources sont transférées des bien-portants vers les malades, il s'agit d'une redistribution ____.

Voir le corrigé

1. assistance. Explication : l'assistance aide les personnes selon leurs ressources, sans cotisation préalable.
2. assurance. Explication : dans l'assurance sociale, les droits sont ouverts grâce aux cotisations.
3. verticale. Explication : la redistribution verticale corrige les écarts de revenus entre groupes sociaux.

4. horizontale. Explication : la redistribution horizontale transfère des ressources entre personnes confrontées à des risques différents.

Exercice 3 — Difficulté : ★★★

Complète chaque phrase avec le terme attendu.

1. Si deux élèves ont le même droit de passer un examen, mais pas les mêmes ressources familiales, l'égalité des ____ ne suffit pas à garantir une concurrence réellement équitable.
2. Quand une aide diminue fortement dès qu'un revenu dépasse légèrement un plafond, on parle d'effet de ____.
3. Lorsqu'une personne pourrait toucher une aide mais ne la demande pas, faute d'information ou à cause de démarches trop complexes, on parle de non-_____.

Voir le corrigé

1. droits. Explication : cette situation montre que l'égalité des droits est nécessaire, mais insuffisante si les conditions de départ restent très inégales.
2. seuil. Explication : l'effet de seuil apparaît quand un petit changement de revenu entraîne une perte importante d'avantage.
3. recours. Explication : le non-recours désigne le fait de ne pas demander ou de ne pas utiliser une aide pourtant accessible.

Bon à savoir

comment les pouvoirs publics peuvent-ils contribuer à la justice sociale pdf

Les pouvoirs publics agissent par la fiscalité, les prestations sociales et les services publics. Ils peuvent réduire certaines inégalités grâce aux impôts progressifs, aux aides sociales, à l'école, à l'hôpital ou au logement social. Ils interviennent aussi par la loi pour protéger les salariés et lutter contre les discriminations. En SES, cela renvoie surtout à la redistribution et à la protection sociale.

justice sociale définition larousse

Au sens courant, la justice sociale désigne la recherche d'une société jugée plus équitable. Elle concerne la manière de répartir les richesses, les droits, les chances et les protections entre les individus. En SES, on l'étudie à travers les inégalités, la redistribution, la protection sociale et les débats sur ce qui est considéré comme juste.

Quelles sont les différentes approches de la justice sociale ?

On distingue plusieurs approches : l'égalité des droits, l'égalité des chances et l'égalité des situations. Certaines conceptions insistent sur le mérite, d'autres sur les besoins ou sur la réduction des écarts. En Première, il faut surtout comprendre qu'il n'existe pas une seule définition du juste : les critères retenus peuvent être différents et parfois difficiles à concilier.

Quelle institution peut œuvrer pour améliorer la justice sociale ?

L'État est l'institution centrale, car il vote les lois, prélève l'impôt et finance les politiques publiques. Mais il n'agit pas seul. La Sécurité sociale, les collectivités territoriales, l'école, l'hôpital, les associations et parfois les entreprises participent aussi à la réduction des inégalités. La justice sociale repose donc sur plusieurs acteurs complémentaires.

Comment favoriser la justice sociale ?

On peut favoriser la justice sociale en améliorant l'accès à l'éducation, à la santé, à l'emploi et au logement. Il faut aussi lutter contre les discriminations, soutenir les plus vulnérables et corriger certaines inégalités de revenus par la redistribution. En SES, j'insiste sur une idée simple : plus les règles et les protections sont effectives, plus les chances réelles se rapprochent.

Comment la redistribution contribue à la justice sociale ?

La redistribution contribue à la justice sociale en prélevant une partie des revenus par les impôts et cotisations, puis en reversant des prestations ou en finançant des services publics. Elle réduit ainsi certains écarts de niveau de vie et protège contre les risques sociaux comme la maladie, le chômage ou la vieillesse. Elle vise donc une répartition jugée plus équitable.

Quels sont les fondements de la justice sociale ?

Les fondements de la justice sociale reposent sur plusieurs principes : l'égalité, la liberté, la solidarité, le mérite et la satisfaction des besoins essentiels. Selon les sociétés et les choix politiques, ces principes ne sont pas hiérarchisés de la même manière. En SES, il faut bien voir que la justice sociale est à la fois une valeur, un objectif public et un sujet de débat.

Comment fonctionne la justice sociale ?

La justice sociale ne fonctionne pas comme un mécanisme unique. Elle résulte d'institutions, de règles et de politiques qui cherchent à corriger ou limiter certaines inégalités. Concrètement, elle passe par la protection sociale, la fiscalité, les services publics et le droit. Son fonctionnement dépend donc de choix collectifs : ce qu'une société juge juste, prioritaire et compatible avec la liberté.



Relis les définitions, refais les exercices sans aide, puis vérifie chaque réponse ligne par ligne. Si une distinction reste floue, note un exemple concret pour l'éclairer. Termine par deux gestes simples : « Télécharger le PDF » pour t'entraîner sur papier, puis « Voir la correction » seulement après avoir cherché seul. Tu retiendras mieux la notion en reliant chaque principe de justice sociale à une inégalité observée.

[Continue sur lycee-condorcet.fr](https://lycee-condorcet.fr)

Lycée Condorcet - Document pédagogique